



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

Annecy, le 18 novembre 2013

Service Protection de l'Environnement

Réf: PE/LB

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

ARRETE n°2013322-0006

**Société PORTIGLIATI – Etablissement de SCIONZIER
portant modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2004**

VU le code de l'environnement, titre I^{er} du livre V,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les décrets n° 2010-367 et n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant cette nomenclature,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-137 du 30 janvier 2004 autorisant la société PORTIGLIATI à exploiter un centre de récupération de déchets métalliques et de transit de déchets industriels situé Zone Industrielle de Placetaz-Marinière-Chambéron, sur le territoire de la commune de SCIONZIER,

VU la lettre de la société PORTIGLIATI en date du 8 avril 2011 sollicitant le bénéfice des droits acquis pour son site de SCIONZIER suite aux modifications de la nomenclature des installations classées introduites par le décret 2010-369 du 13 avril 2010 précité,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2013,

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour les rubriques des installations classées visées dans l'arrêté préfectoral n° 2004-137 du 30 janvier 2004 suite aux modifications introduites dans la nomenclature des installations classées par les décrets n° 2010-367 et n° 2010-369 du 13 avril 2010 précités,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-137 du 30 janvier 2004 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	désignation	Niveau présent sur le site	régime
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volumes d'activité : <ul style="list-style-type: none"> • quantité maximale présente sur le site : 1500 m³, • capacité de tri : 1500 tonnes par an • flux annuel : 1500 tonnes. 	A
2716.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.		A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Transit de tournures souillées d'huiles solubles ou d'huiles entières ainsi que de déchets dangereux trouvés en quantité dispersée parmi les déchets non dangereux, la quantité maximale totale susceptible d'être présente sur le site étant de 25 tonnes.	A
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Surface de stockage : 5000 m ² .	A
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Traitement des ferrailles sur presse cisaille de capacité 4 tonnes par jour.	DC
1435	Station service	Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence) distribué étant inférieur à 100 m ³ /an.	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieur à 100 m ³ .	NC

A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration avec contrôle périodique, D : déclaration, NC : non classée.

Le reste sans changement .

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

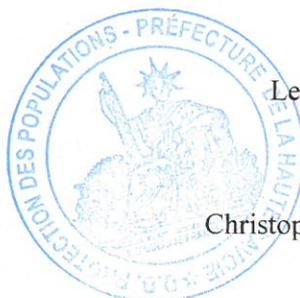
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée,
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de SCIONZIER pendant une durée minimale d'un mois et affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de SCIONZIER.



Pour le préfet,
Le secrétaire général,

signé

Christophe NOËL DU PAYRAT

POUR AMPLIATION

La chef de service


Michèle ASSOUS

